



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE du 1 FEV. 2023

fixant à la société Comptoir Agricole, pour son établissement
situé 9 rue Georges BESSE à ERSTEIN (67150),
des prescriptions en termes de limitation des niveaux acoustiques
et de réduction des nuisances sonores

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND-EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 et L. 512-20 ;
- VU l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement et l'instruction technique annexée ;
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 septembre 1986 autorisant le Comptoir Agricole à exploiter son établissement d'Erstein-Gare ;
- VU la visite de contrôle du 19 septembre 2022 et le rapport de visite du 30 septembre 2022 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU le rapport n° 22.0367 révision 1 du 28 octobre 2022 des mesures acoustiques réalisées les 3 et 4 octobre 2022 dans l'environnement de l'établissement d'Erstein-Gare du Comptoir Agricole ;
- VU le rapport du 10 novembre 2022 de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU l'avis rendu par le CODERST lors de sa réunion du 5 janvier 2023 ;

CONSIDÉRANT qu'une erreur matérielle à l'article 57 de l'arrêté préfectoral susvisé du 26 septembre 1986 a conduit à ce que soit prescrit un niveau de bruit limite en période intermédiaire inférieur à celui fixé pour la période de nuit ;

CONSIDÉRANT que la prescription correspondante des niveaux limites de bruit en limite de l'établissement doit donc être abrogée et ré-écrite ;

CONSIDÉRANT que les mesures acoustiques susvisées réalisées entre le 3 et le 4 octobre 2022 montrent une émergence nocturne très supérieure à 3 dB(A) dans la propriété résidentielle d'un tiers voisin, soit 9,5 dB(A) ;

CONSIDÉRANT que de plus les émissions sonores correspondantes présentent un spectre dominé par les basses fréquences ;

CONSIDÉRANT qu'une nuisance est ainsi constatée, inconvénient auquel il faut porter remède pour la commodité du voisinage visée à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 512-20 du code de l'environnement dispose qu'en vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires (...) tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société Comptoir Agricole (siège au 35 route de Strasbourg, 67270 HOCHFELDEN) se conforme aux prescriptions suivantes concernant ses installations situées 9 rue Georges BESSE à ERSTEIN (67150), autorisées le 26 septembre 1986 :

1.1 Niveaux sonores maximaux admissibles en limite de l'établissement

Les dispositions de l'article 57 de l'arrêté préfectoral susvisé du 26 septembre 1986 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« En limite de l'établissement les niveaux acoustiques maximaux admissibles sont ceux du tableau suivant :

Période de jour (*)	65
Périodes intermédiaires	60
Période de nuit	55

(*)

- période de jour, pour les jours ouvrables : 7 heures à 20 heures;
- périodes intermédiaires, pour les jours ouvrables : 6 heures à 7 heures, 20 heures à 22 heures. Pour les dimanches et les jours fériés: 6 heures à 22 heures;
- période de nuit, pour tous les jours : 22 heures à 6 heures. »

1.2 Réduction de la nuisance

L'exploitant réalise d'ici le 30 octobre 2023, les diagnostics et travaux utiles à la réduction de la nuisance mise en évidence par le rapport susvisé de mesures acoustiques : émergence nocturne supérieure à 3 dB(A) dans un spectre dominé par les basses fréquences, dans la propriété d'un tiers voisin, en zone résidentielle.

Deux campagnes de mesures acoustiques sont réalisées pour vérifier l'efficacité des travaux menés en termes de réduction d'émergence ainsi que la conformité aux dispositions corrigées de l'article 57 de l'arrêté préfectoral :

- la première lors de la campagne de séchage d'automne (maïs),
- la seconde lors de la prochaine campagne de séchage d'été (tournesol),
-

Ces campagnes sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations dont les rapports de mesures rendent compte.

Les rapports sont adressés à l'inspection des installations classées dès leur parution. Ils sont accompagnés de commentaires de l'exploitant. En cas de non-respect de valeurs-limites :

- le fait est explicitement signalé dans le commentaire ;
- la cause en est précisée et, si elle n'est pas connue, les moyens engagés pour la déterminer sont indiqués ;
- les actions correctives mises en œuvre ou prévues ou les démarches engagées pour les déterminer sont exposées avec des engagements en termes de délais.

Article 2 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société Comptoir Agricole.

Article 3 : Mesures de publicité

Les mesures de publicité de l'article R. 181-45 du code de l'environnement sont appliquées au présent arrêté.

Article 4 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales définies aux sections 1 et 2 du chapitre IV du livre V, titre 1^{er}, du code de l'environnement.

Article 6 : Voies et délais de recours

En application des dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Article 7 : Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargé de l'inspection des installations classées ;
- la société Comptoir Agricole ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- à la sous-préfète de Sélestat-Erstein ;
- au maire d'Erstein.

Pour la Préfète, par délégation
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL